



16 OCTOBRE 2008

PARTOUT, ENSEMBLE, EXIGEONS

L'AUGMENTATION DES PENSIONS

Le 16 octobre est à marquer sur tous les calendriers. L'ensemble des organisations syndicales de retraités appelle à manifester dans les régions et départements. Chaque retraité y a toute sa place.

Au coeur de la journée : les moyens de vivre sa retraite

En effet, un seul mot revient sans cesse dans les discussions : la vie devient de plus en plus chère, on n'y arrive plus !... Tout augmente : légumes +10,5 %, fruits +15,4%, logement, énergie, les carburants, les transports... l'habillement et les loisirs deviennent inaccessibles pour un nombre de plus en plus grand. Des choix difficiles sont

à faire avant toutes nouvelles dépenses. Sans oublier la question de la santé avec l'instauration de nouvelles franchises médicales et le déremboursement des médicaments... Une situation qui prolonge et amplifie les mauvais coups qui tombent depuis plusieurs mois.

C'est le constat et le vécu de tous les retraités. Dans ces conditions la question des moyens pour vivre dignement sa retraite est posée.

Agir pour dépasser le constat et demander des comptes

C'est tout le sens de l'initiative du 16 octobre. C'est le cas avec l'augmentation des pensions. La règle gouvernementale et minimale n'est même pas appliquée... Avec

1,1% au 1^{er} janvier et 0,8% au 1^{er} septembre cela représente une augmentation de 1,36% sur l'année. Ce qui est loin des +3,6% de l'indice des prix gouvernemental !

Chacun le mesure, on ne peut pas en rester là !

L'augmentation immédiate des pensions, quel que soit le régime, est donc une question d'urgence. Il s'agit de permettre à tous les retraités de faire face aux dépenses essentielles. Ce qui devient de plus en plus légitime et socialement nécessaire, c'est une augmentation d'au moins 200 euros pour tous et tout de suite, ainsi que la fixation d'un minimum de retraite égal au SMIC et le rétablissement de l'indexation des retraites sur les salaires ; le tout donnerait un grand bol d'air au porte-monnaie et permettrait de relever de façon importante les basses pensions qui touchent particulièrement les femmes. Il s'agit également de relever le minimum de pension de réversion à 75% de la pension initiale.

Dès à présent, dès la rentrée sociale, les salariés dans les entreprises expriment leur situation difficile. Ils ont besoin de vivre mieux de leur travail et exigent l'augmentation de leur salaire. Ils ont raison ! Avec eux, les 13 millions de retraités représentent une force sociale dans la société. Ils ne sont pas un boulet, mais un atout pour l'économie. L'augmentation des pensions se retrouve immédiatement dans le circuit de la consommation. Cela participe directement à l'emploi et à la croissance.

C'est encore une raison pour faire du 16 octobre, une grande journée afin d'exprimer colère et préoccupations, mais surtout pour faire valoir nos exigences.

La question du « comment faire autrement » est posée.

Bien sur, dans les discussions, si tout le monde partage le constat, la question de la possibilité de faire autrement est posée. Cela est d'autant plus soulevé que la situation économique se dégrade, que les voyants sont au rouge. La récession pointe...

Mais ce ne sont pas les choix gouvernementaux – salués par le patronat- qui vont inverser la tendance. Le mot d'ordre du gouvernement est de continuer les réformes. On voit déjà les dégâts.

Les retraités ne veulent pas payer la facture !

Le 16 octobre c'est aussi l'occasion de mettre à l'ordre du jour l'enjeu des moyens financiers qui existent et les moyens à gagner par la mobilisation. Les retraités peuvent être exigeants. Les moyens d'augmenter les pensions existent. L'argument des caisses vides ne résiste pas à quelques chiffres (voir ci-contre).

Il y a encore de la marge pour relever véritablement les pensions de tous les retraités de tous les régimes.

Par exemple, un point supplémentaire de revalorisation des pensions est égal à 1,25 milliard d'euros au 1^{er} janvier 2008¹.

Dans ces conditions, il y a des exigences à mettre sur la table, des comptes à demander pour une meilleure répartition des richesses.

¹ Ministère du travail, conférence sur l'évolution des pensions-déc 2007

- ❖ 100 milliards d'euros : ce sont les profits des grandes entreprises en 2007 ;
- ❖ 65 milliards d'euros : c'est le montant des aides publiques aux entreprises françaises en 2007 ;
- ❖ 73 milliards d'euros : c'est le manque à gagner pour l'État pour les cadeaux fiscaux et les niches fiscales, refuge doré de quelques riches contribuables (3,8 % du PIB) ;
- ❖ +58% : c'est l'augmentation des revenus des dirigeants des grands groupes (l'indice des prix est pulvérisé) ;
- ❖ 3 siècles de travail d'un salarié moyen du groupe : c'est la plus-value sur stock-options pour 2007 du patron du groupe Vallourec ;
- ❖ 1,2 millions annuels, c'est la retraite dorée d'un papy du CAC 40, ancien patron d'Aventis.

Chiffres : l'Expansion, Marianne, l'Humanité

Le 16 octobre, donnons-nous les moyens de nous faire entendre !

Toutes et tous, partout, pour :

- Une augmentation d'au moins 200 euros immédiatement
- La fixation du minimum de retraite au niveau du SMIC
- Le relèvement de la pension de réversion à 75% de la retraite initiale

Le retour à l'indexation de l'évolution des pensions sur les salaires.